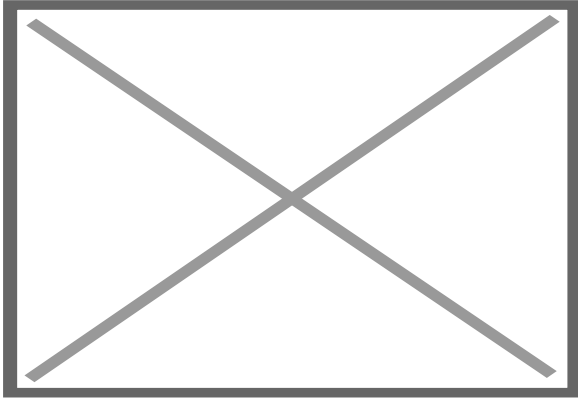


Une affaire d'expulsion de Jérusalem revient devant la Cour suprême d'Israël

Description

Charlotte Silver le 20 décembre 2016



Des membres de la famille Sub Laban manifestent à Jérusalem devant le quartier général de l'UE pour exiger une protection contre les colons juifs qui essaient de s'emparer de leur logement dans la Vieille Ville de Jérusalem, le 3 décembre 2015. (Mahfouz Abu Turk / APA images)

La résolution de l'interminable affaire d'expulsion d'une famille palestinienne de son logement dans la Vieille Ville de Jérusalem n'est pas plus avancée après que les colons aient refusé un compromis proposé le 19 décembre par la cour suprême d'Israël.

En février dernier, la cour suprême a accepté d'entendre l'appel de la famille Sub Laban après que des juridictions inférieures aient statué pour l'expulsion de cette famille de la maison qu'ils habitent depuis plus de soixante ans à Jérusalem Est occupée.

Au cours d'une audition à laquelle assistaient des diplomates des Etats-Unis, du Royaume Uni et des consulats français, belge et hollandais, le tribunal a recommandé un règlement par lequel on accorderait un statut de location protégée à Nora Ghaith et à son mari Mustafa Sub Laban, mais qui exclurait leurs enfants, la troisième génération.

D'après une déclaration faite par les soutiens de la famille, cela signifie que, tant que Nora et son mari sont en vie, la famille peut rester dans la maison.

Mais les colons ont rejeté ce compromis, renvoyant la cour suprême à des délibérations sur la demande de la famille.

Selon la famille, l'avocat des colons a exigé qu'elle soit expulsée, suggérant qu'elle déménage dans un petit local de rangement sous la maison.

Colonisation de la Vieille Ville

La famille Sub Laban résiste   l expulsion depuis 2010, lorsque le gouvernement israélien a donné le bâtiment   la Fiducie Kolliel Galicia, association privée de colons dont le but est de coloniser le quartier musulman de la Vieille Ville. Soutenue par le gouvernement, la Fiducie Galicia et ses colons ont résolu de faire partir la famille de son logement.

L ann e dernière, les colons ont essayé plusieurs fois d expulser les Sub Laban, parfois avec l aide de la police israélienne. Au début de l ann e, des colons qui avaient récemment occupé une maison voisine ont percé six larges trous dans les murs de la chambre   coucher des enfants Sub Laban.

Les Sub Laban sont la dernière famille palestinienne qui reste dans l immeuble. Les autres ont été expulsées et remplacées par des colons juifs.

La Fiducie Galicia a de profondes attaches avec Ateret Cohanim, autre association privée de colons qui a installé au moins 500 Juifs dans les quartiers musulman et chrétien de la Vieille Ville. La totalité de ces colons réside dans des maisons d o 1 les familles palestiniennes ont été expulsées.

Menace d expulsion

La mère de Nora Ghaith fut la première   s installer dans la maison en 1953, quand de nombreux réfugiés palestiniens de Jérusalem Ouest furent obligés de trouver de nouveaux logements après avoir été expulsés par les milices sionistes pour créer l  tat d Isra l.

L immeuble dans lequel elle emm nagea était l un des nombreux bâtiments qui avaient été abandonnés par les Juifs au début du 20 me siècle et étaient tombés sous la garde de la Jordanie. Jusqu en 1967, le Conservatoire Jordanien de la Propriété de l Ennemi a loué ces biens   des Palestiniens considérés comme des   locataires protégés  . Le statut de locataire protégé était censé s appliquer pendant au moins trois générations.

Quand Israël a pris le contrôle de Jérusalem Est, ces propriétés sont passées sous contrôle de la Tutelle Générale d Isra l.

Les Palestiniens sont restés en tant que résidents mais, depuis les années 1980, des associations privées de colons ont essayé de revendiquer ces biens pour les résidents juifs en étroite coopération avec les organismes gouvernementaux.

L avocat de la Fiducie Galicia, qui se bat en justice contre la famille Sub Laban, prétend que la famille a abandonné ce bien depuis plus de 30 ans, perdant ainsi son statut de locataire protégé. La famille rejette cette revendication.

Le compromis suggéré par la Cour suprême maintiendrait le statut de locataire protégé pour la deuxième génération de la famille Ghaith-Sub Laban, mais l arr terait pour leurs enfants.

L Office de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies a déclaré le mois dernier que 180 familles palestiniennes de Jérusalem Est sont actuellement menacées d expulsion après que des organisations telles que Ateret Cohanim aient récusé le statut de   locataires protégés   des résidents. Ces familles représentent un total d environ 818 personnes, dont

372 enfants.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [Electronic intifada](#)

date crÃ©Ã©e
2016/12/22